

SYNDICATS AUTONOMES DE LA FONCTION PUBLIQUE

Menace de grève pour avril

Des syndicats autonomes de la Fonction publique menacent de reprendre la protestation dès le mois d'avril prochain.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Le Conseil national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest), le Syndicat national des professionnels de santé publique (SNPSP), mais aussi l'Union nationale des travailleurs de la santé, de la population et de la réforme hospitalière (UNSPRH) affiliée au Snapap brandissent la menace d'une action de protestation.

Un appel à la mobilisation autour de ce mouvement prévu dès la deuxième semaine du mois prochain est lancé en direction des autres syndicats autonomes.

A l'origine de cette levée de boucliers, entre autres, la décision du chef du gouvernement de mettre en application une grille des salaires « transitoire » sans que les statuts particuliers soient promulgués.

«Une aberration», estime Salah Laasami, président de l'UNSPRH. Selon ce dernier, cette mesure gouvernementale a créé la confusion au sein des travailleurs qui «ont vu leur salaire baisser au lieu d'augmenter».



La contestation reprend de plus belle.

Une erreur que l'Etat a voulu «maladroïtement» rectifier en instaurant une «soi-disant indemnité forfaitaire compensatrice (IFC)», a noté Salah Laasami.

Intervenant lors d'une conférence de presse tenue hier au siège du Snapap à Alger, le président de l'UNSPRH a énuméré d'autres revendications toujours en suspens en dépit des multiples démonstrations de force des syndicats autonomes. Il a cité la révision à la hausse de la valeur du point indiciaire ainsi que le classement catégoriel des travailleurs.

«Il n'est pas logique que des travailleurs, ayant le même niveau d'instruction, titre ou diplôme, soient classés différem-

ment d'un secteur à l'autre», déplore le conférencier qui relèvera dans ce cadre «la marginalisation» dont font l'objet les syndicats autonomes dans l'élaboration des statuts particuliers.

«Il est inconcevable que les premiers concernés n'aient pas un droit de regard sur la mouture finale du statut particulier avant sa présentation à la Direction générale de la Fonction publique», a dénoncé pour sa part le vice-président de l'UNSPRH, Ali Khamis.

Ce dernier appellera dans la foulée à l'ouverture des portes du dialogue entre la tutelle et les syndicats autonomes «plus représentatifs» que l'UGTA dans le secteur de la santé. Présent à cette

conférence de presse, Mohamed Fetnassi, chargé des affaires publiques au sein de la même formation syndicale, a évoqué quant à lui les pressions subies par les travailleurs du Centre hospitalo-universitaire Ibn-Rochd de Annaba. Mauvaise gestion et prise en charge des malades déplorable, dégradation des lieux, abus de pouvoir, licenciements abusifs et entraves à l'exercice syndical sont autant de dysfonctionnements que Mohamed Fetnassi impute au directeur général de l'hôpital. Le syndicaliste invitera Amar Tou à intervenir en urgence pour mettre de l'ordre dans cet hôpital, le plus grand de l'est du pays.

L. M.

POLITIQUE NATIONALE

DU LOGEMENT

Des mesures d'urgence pour rattraper le retard

Le Conseil de gouvernement a eu à examiner, dans sa réunion hebdomadaire d'hier mardi, trois dossiers, dont celui de l'habitat et de l'urbanisme, l'un des points essentiels figurant dans le programme électoral de Bouteflika en 2004.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Et c'est d'ailleurs l'un des chantiers qui «trainent» le plus de ce programme, au point de constituer une source permanente d'inquiétude pour les proches de Bouteflika.

Ce dernier ne manque d'ailleurs aucune occasion pour le rappeler de manière «toujours crue» au chef de l'exécutif, Abdelaziz Belkhadem. Tel que c'est parti, en effet, et à seulement une année de la fin du mandat de Bouteflika, atteindre le chiffre magique de un million de logements à construire en cinq ans relève carrément du miracle.

L'heure est donc à l'accélération de la cadence et à la prise de mesures fermes pour présenter un bilan plus ou moins «honorable» en avril 2009. Du moins à se fier aux chiffres révélés par le ministre de l'Habitat lui-même lors d'une conférence de presse rituelle qu'il a animée avec son collègue de la Communication au Centre international de la presse en marge des travaux du Conseil de gouvernement.

M. Nouredine Moussa a ainsi affirmé qu'à la date du 31 décembre 2007, ce sont 430 000 logements qui ont été réalisés et livrés». Avant de réitérer l'objectif majeur que s'est assigné le gouvernement.

«Nous sommes tenus de réaliser un million de logements d'ici 2009», martèlera-t-il, non sans reconnaître que nombre d'obstacles s'y dressent. Le plus handicapant étant la flambée des prix des matériaux de construction.

Le ministre de l'Habitat affirmera que «deux Conseils ministériels ont été consacrés à cette question — dont un lundi dernier — et il en ressort que la cause principale de cette augmentation étant essentiellement la spéculation, notamment s'agissant du ciment, car ce produit n'a connu officiellement qu'une augmentation de 4% en une année.

«Nous avons donc pris la décision d'exercer un contrôle rigoureux sur les prix du ciment. Un contrôle qui commencera à la sortie même des usines. Les entrepreneurs qui seront pris en flagrant délit de commercialisation du ciment seront dessaisis de leur agrément.»

Ceci pour le ciment. Quant au rond à béton, autre matériau d'importance et qui connaît, lui aussi, une flambée des prix vertigineuse, Nouredine Moussa attribue cela à des causes exogènes.

«Les prix (du rond à béton, ndlr) sont liés à l'augmentation des prix au niveau mondial.» Une augmentation en spirale, en effet, amorcée notamment par l'augmentation des prix du pétrole.

Moussa enfonce le directeur de l'EPLF

C'est apparemment «la guerre» entre le ministre de l'Habitat et le directeur général de l'EPLF (Entreprise de promotion du logement familial), l'un des organismes les plus importants en matière de logement. Voilà, en effet ce que répond le ministre de l'Habitat qui était «invité» par un confrère à commenter la récente déclaration du directeur de l'EPLF : «Je dis à ce directeur qu'il s'occupe d'abord de son programme et qu'il nous livre surtout les logements dans les meilleurs délais.» Sans commentaire. A signaler que le Conseil de gouvernement a également examiné un avant-projet de décret exécutif portant création d'une école supérieure de management et de gestion ainsi qu'un exposé sur la proposition de l'Algérie sur le Mécanisme africain pour la bonne gouvernance.

K. A.

RASSEMBLEMENT NATIONAL DÉMOCRATIQUE (RND)

Ouyahia sonde sa base

Le Rassemblement national démocratique prépare son troisième congrès ordinaire prévu pour la fin du mois de mai prochain. La formation d'Ahmed Ouyahia a entrepris de consulter sa base militante à travers un sondage d'opinion.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Près de 80 000 militants du RND de l'ensemble du pays ont participé à cette consultation. «C'est quasiment l'ensemble de la base militante de notre formation qui a répondu à ce questionnaire. Ce document, composé de 137 questions, traite de sujets internes au parti et, également, de sujets relatifs à la société algérienne», explique Sedik Chiheb, membre du bureau national du RND. «Les concepteurs de ce questionnaire ont abordé tous les sujets qui concernent le citoyen, sur les plans de la politique, de l'économie, du social, de la culture et même de la santé et de l'agriculture. L'objectif de cette opéra-

tion est d'avoir une idée claire des attentes de nos militants. D'un côté, leur participation à cette consultation leur permet, en quelque sorte, de prendre part directement au troisième congrès ordinaire du parti», ajoute Sedik Chiheb. Les résultats préliminaires de cette enquête d'opinion ont été étudiés lors de la réunion du bureau national qui s'est tenue lundi dernier. «Nous devons dire que nous sommes satisfaits de la réussite de cette opération. D'autant plus que les premiers résultats dont nous disposons indiquent que l'action de la direction du parti ne s'éloigne pas trop des attentes de nos militants de base.»

Notons par ailleurs que



Objectif : avoir une idée claire des attentes des militants.

la commission de préparation du congrès se réunira les 3 et 4 avril prochain à Alger. Les membres de cette instance devront mettre en œuvre l'opération d'élection des délégués ainsi que l'élaboration des projets de textes

qui seront soumis lors des assises. Prévu pour la fin du mois de mai prochain, le troisième congrès ordinaire du Rassemblement national démocratique réunira près de 1 400 délégués.

T. H.